

Pourquoi Marie Barbey-Chappuis refuse le budget 2026 de la Ville de Genève

Finances La dette atteint 2 milliards de francs. La conseillère administrative du Centre rompt la collégialité et s'en explique.

Marc Bretton Textes

On se doutait qu'il y avait anguille sous roche. Lors de la présentation du budget de la Ville de Genève mercredi, le document a été distribué au dernier moment, le responsable des Finances était seul à le présenter et les explications données sur les votes du collège étaient d'un flou suspect. Alors, on s'est inquiété... et on a appris que la responsable du Département de la sécurité et des sports, Marie Barbey-Chappuis, avait voté contre. Interview.

Marie Barbey-Chappuis, le Conseil administratif a présenté son budget. Il affiche un déficit dépassant les 60 millions de francs. Le soutenez-vous?

Non, je m'y suis opposée, en me réservant la possibilité de le faire savoir.

Pour quelle raison?

C'est un signal que je veux envoyer en ce début de législature.



Inna Popa

«Nous continuons à augmenter les charges, nous nous éloignons d'un retour à l'équilibre et nous creusons la dette», déplore la magistrate.

Le contexte économique a changé. Les nuages qui s'amoncellent sur Genève devraient nous inciter à la prudence et nous encourager à faire un exercice sérieux d'analyse de nos prestations. Or aujourd'hui, je ne sens pas cette volonté au sein du Conseil administratif. Nous continuons à augmenter les charges, nous nous

éloignons d'un retour à l'équilibre et nous creusons la dette, qui va dépasser cette année le seuil symbolique et inquiétant des 2 milliards. Nous n'avons même pas réussi à diminuer les charges totales de seulement 1%, ce qui nous aurait permis d'atteindre le déficit maximum autorisé de 49 millions que nous nous étions enga-

gés à tenir dans notre plan financier présenté en début d'année.

En novembre 2024, le Canton affirmait que la baisse d'impôts n'aurait pas d'impact négatif dans la durée sur les revenus des collectivités. Vous n'y croyez plus?

Cette baisse d'impôts a été plébiscitée par la population genevoise. La classe moyenne avait besoin d'un coup de pouce en matière de pouvoir d'achat, une mesure d'autant plus importante lorsque l'on voit la hausse des primes maladie. Comme membre d'un Exécutif, on doit tenir compte de cette nouvelle réalité fiscale et composer avec elle. C'est la démocratie. Nous devons apprendre à réduire notre train de vie. Je ne dis pas que c'est facile, mais je considère que l'on ne peut pas s'épargner cet exercice. On ne peut pas se contenter de se réfugier dans des postures idéologiques.

Selon vous, quel budget aurait dû présenter le Conseil

administratif? Ou aurait-il fallu économiser?

Le budget de Ville de Genève s'élève à plus de 1,5 milliard. Il est extrêmement conséquent, c'est peut-être même un montant sans équivalent dans le monde au regard de la taille de la population. Diminuer notre train de vie, cela ne veut pas dire couper à la hache dans les prestations comme le laisse entendre la gauche. Diminuer notre train de vie, c'est par exemple mutualiser les forces plutôt que de faire à chaque fois du sur-mesure, c'est se contenter de faire du quatre-étoiles, alors que nous avons toujours été habitués à faire du cinq-étoiles. Nous devons aussi nous interroger sur la nécessité de repourvoir un poste lors d'un départ à la retraite plutôt que de renouveler automatiquement chaque départ sans se demander si l'on pourrait faire sans. Nous ne pouvons plus uniquement additionner les priorités, nous devons les arbitrer en tenant compte des besoins de la population.

La gauche en ordre dispersé menace le budget

L'avenir du budget municipal vacille. Si le PS et probablement les Verts le soutiennent, l'Union populaire (UP) lui reproche «ces économies de bouts de chandelle qui se font au détriment de la majorité de la population». Selon l'UP, il est «urgent de renforcer les services publics et les prestations, pour répondre aux besoins de la population.» Et de marteler: «Le Conseil administratif n'en fait pas assez pour répondre à l'urgence sociale et écologique. En 2026, il prévoit de limiter drastiquement les nouveaux postes. Seule la petite enfance voit ses effectifs augmenter, dans des proportions qui ne suffisent pas à répondre à la demande.» Si la grande alliance de la droite, qui a refusé récemment les comptes 2024 de la Ville au Municipal, maintient sa position, ce qui est probable, et est rejointe par l'UP, l'avenir du projet de budget de la Ville sera compromis.